

# EUROPE INFO HEBDO



## AVOIRS RUSSES, SLOVAQUIE, DAVOS ET PFAS

Bonne lecture!

Elise BERNARD,  
Edouard GAUDOT,  
Iris HERBELOT,  
Aurélien SAIAG.





# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

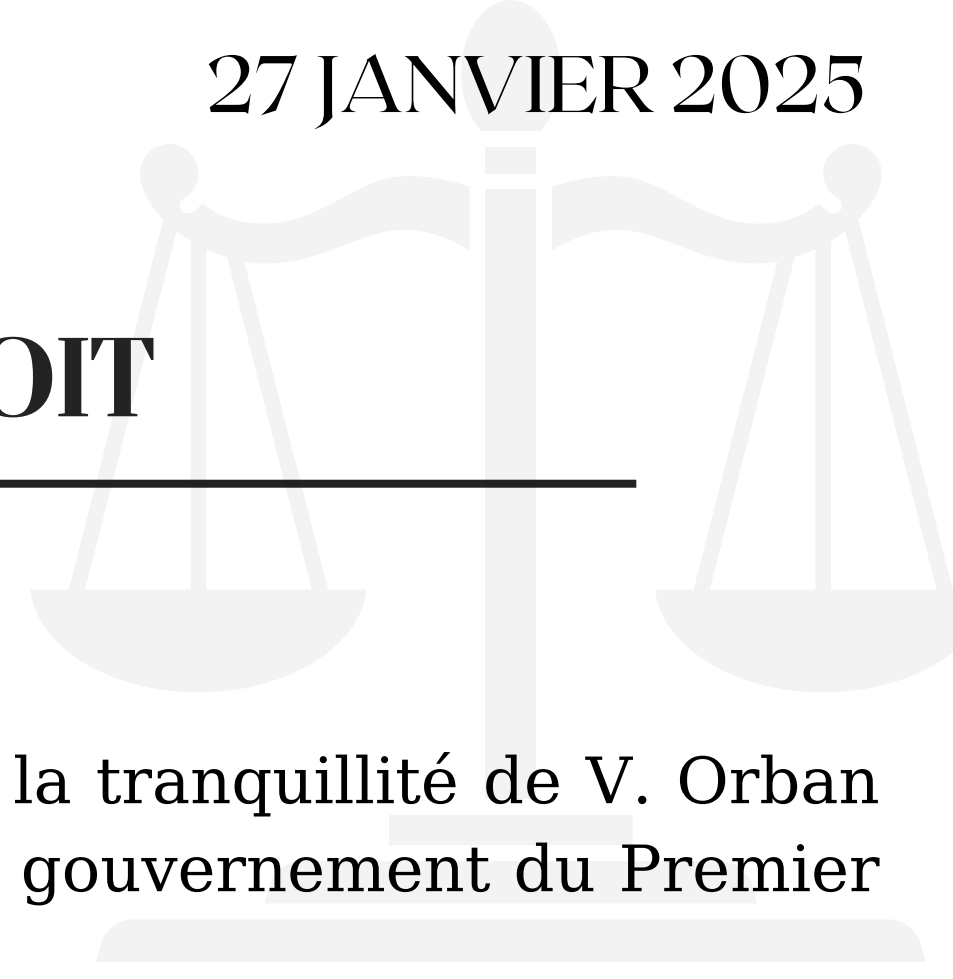
## AVOIRS RUSSES, UKRAINE, **IOUSSOUPOV**

L'année 2025 a commencé fort avec, dès le 10 janvier, le versement d'une première tranche de 3 milliards d'euros du prêt exceptionnel d'assistance macrofinancière (AMF) de l'UE à l'Ukraine. La spécificité de ce prêt est qu'il sera remboursé par les recettes provenant des actifs de l'État russe immobilisés dans l'Union. Ce premier versement souligne un engagement clair à soutenir l'Ukraine face à l'invasion et à la reconstruction des infrastructures vitales, ainsi qu'à investir dans les infrastructures de défense.

- Grâce au soutien financier stable, régulier et prévisible d'un montant maximal de 18,1 milliards d'euros à déboursé en 2025 au titre de cet instrument, l'Ukraine devrait être en mesure de répondre à ses besoins militaires, budgétaires et de reconstruction actuels et futurs.
  - On se rappelle que dans le cadre des sanctions imposées par l'UE à la Russie :
    - des actifs de la Banque centrale de Russie détenus par des institutions financières dans les États membres et d'une valeur d'environ 210 milliards d'euros ont été immobilisés depuis février 2022.
    - L'essentiel avait été placés par les oligarques russes à l'agence bruxelloise Euroclear, et une partie à l'agence luxembourgeoise Clearstream.
    - Ils représentent d'ailleurs la majorité des actifs immobilisés dans le monde. (V. EIH 9.07.23, 16.06.24).
  - Le commissaire européen à l'économie, Valdis Dombrovskis, estime que si tous les risques économiques et juridiques liés à la saisie des actifs souverains russes détenus dans l'UE devaient être « dûment pris en compte », cela n'empêche pas le Kremlin de devoir néanmoins « payer » pour les dommages infligés à l'Ukraine au cours de ces trois dernières années.
    - Face à lui, le ministre belge des finances, Vincent Van Peteghem, estime que la confiscation des actifs pose de sérieux « risques juridiques » et « économiques » pour la zone euro.
    - Kaja Kallas, Haute représentante, appuie la position de son collègue letton.
- Hors Union européenne, l'idée de cette sanction hors du commun à destination des fortunes russes emporte des oppositions similaires.
  - S'exprimant à la Ukraine House en marge du Forum économique mondial de Davos, le financier Bill Browder avance que :
    - Le Premier ministre britannique Keir Starmer devrait faire preuve de leadership dans la guerre en Ukraine en faisant pression pour que les 243 milliards de livres sterling d'actifs russes gelés soient utilisés pour financer l'armée de Kiev.
    - Il avertit que si le soutien militaire américain à l'Ukraine se tarit, la Russie gagnerait des territoires dans ce conflit qui dure depuis près de trois ans, forçant des millions d'Ukrainiens à fuir le pays.
    - Il prédit en conséquence « un problème de réfugiés comme nous n'en avons jamais vu auparavant », 15 millions de personnes pourraient quitter l'Ukraine si l'aide militaire américaine s'arrêtait sans solution de remplacement.
  - A son investiture, D. Trump a ordonné une pause de 90 jours dans les programmes d'aide au développement.
    - Pour l'instant nul ne sait si cette interruption s'appliquera à leur aide militaire.
    - Il est fort probable que les retards dans l'octroi d'une aide militaire américaine au début de l'année 2024 ont permis à la Russie de progresser ... il est à craindre que cela ne se reproduise si D. Trump décide de forcer les négociations en suspendant l'aide.
- Peut être un retournement de situation en cette fin de 1<sup>e</sup> semaine de l'administration Trump 2 :
  - Keith Kellogg, l'envoyé de paix du président américain Donald Trump pour l'Ukraine et la Russie, annonce que le gouvernement américain envisage d'acheter des armes américaines pour l'Ukraine avec de l'argent provenant d'actifs russes gelés.
  - Cette approche permet à la fois de soutenir l'Ukraine et renforcer l'industrie de la défense américaine et rejoint donc la position de l'Union.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



SLOVAQUIE,

## **BRATISLABOYS**

Les aspirants autocrates voisins de la Hongrie doivent regarder la tranquillité de V. Orban avec envie. En Slovaquie, une profonde crise politique secoue le gouvernement du Premier ministre Robert Fico (SMER).

- Dans la continuité de celles de décembre, les manifestations croissantes dans la capitale Bratislava contre la position pro-russe du PM ont repris avec la nouvelle année.
  - Elles accompagnent la crise de la coalition gouvernementale au Parlement déclenchée notamment par le raidissement de la ligne pro-russe de R. Fico.
  - Ce dernier n'exclut plus une dissolution de l'assemblée ou des élections législatives anticipées pour répondre à cette crise.
- La déclaration du député SMER Tibor Gašpar, envisageant une éventuelle sortie de l'UE et de l'OTAN, a suscité une vive contestation de l'opposition au Parlement.
  - Le président Peter Pellegrini (HLAS-SD) mais aussi des membres du gouvernement tel que Tomáš Taraba, le Ministre de l'environnement s'y opposent aussi.
  - De nombreux politologues qualifient ses remarques de "*très dangereuses*".
    - Le professeur à l'université d'économie de Bratislava, Radoslav Štefančík, explique ces propos par la proximité du député avec des partis d'extrême droite.
  - Le Premier ministre Robert Fico soutient ces propos en affirmant que la Slovaquie doit se préparer à tous les scénarios.
    - Dans cette vidéo diffusée sur Facebook il le rappelle : « *Tout comme le Pacte de Varsovie s'est effondré en l'espace d'un an, les événements mondiaux peuvent reléguer l'UE et l'OTAN aux livres d'histoire.* »





# EUROPE GÉOPOLITIQUE

DAVOS,

## ***AMERICAN DREAMZ***

C'est une évidence qui n'a pas encore complètement pénétré tous les milieux européens : le retour Donald Trump à la Maison Blanche, avec cette fois un vrai plan et l'expérience des erreurs passées, remet en question tout ce qui a orienté la politique de l'UE ces dernières décennies : le Green Deal et la décarbonation de l'économie européenne bien sûr, mais aussi la lutte contre l'influence oligopolistique des BigTech, et aussi la recherche de nouveaux équilibres sociaux, en particulier fiscaux.

- Certes, le président américain n'a pas encore mis toutes ses menaces à exécution, mais la signature express d'un décret présidentiel a déjà exempté les Etats-Unis de l'accord de l'OCDE sur la taxation des entreprises à minimum 15%.
  - En réponse, l'Europe pourrait compenser en taxant plus les entreprises américaines qui opèrent en Europe, mais cela les exposerait à l'usage américain de la « Section 891 », un outil de représailles.
    - Cette dernière criblerait les entreprises européennes de taxes aux Etats-Unis.
  - Sur tous les domaines, les Etats-Unis se posent en rival, voire en suzerain, de l'Union européenne.
    - Et, rappelle l'Opinion, Donald Trump a clairement fait de l'UE un adversaire voire un ennemi à combattre – dans la continuité de ses déclarations en 2018.
- Alors que l'ensemble des milieux politiques européens attendaient la réaction des institutions européennes, limitée à un ambivalent pas de deux du Parlement européen et longtemps paralysées par la pneumonie de la présidente de la Commission, celle-ci a tenté de reprendre la main au World Economic Forum de Davos.
  - Malheureusement, la réponse de la présidente de la Commission est encore suffisamment ambiguë pour susciter des réactions très contrastées, comme le souligne Euractiv.
    - Il y a ceux qui y ont vu une esquivé comme die Welt,
    - d'autres une forme de conciliation comme les Echos,
    - et la presse anglosaxonne qui considère que l'UE aurait relevé le gant, comme Politico.
  - Selon l'éditorialiste d'Euractiv, voici ce qu'il faudrait en comprendre :
    - l'UE est aujourd'hui totalement dépendante des marchés américain et chinois,
    - et après l'énergie bon marché de la Russie elle déplace cette dépendance vers les États-Unis.
    - En outre elle continuera à externaliser sa sécurité parce qu'elle n'a pas d'autre option réaliste.

L'UE serait en train de devenir une colonie *de facto* des États-Unis. Et il n'est pas sûr que la Commission soit capable d'enrayer cette dynamique.

DAVOS,

## **RECOVERY**

Que contenait le discours d'Ursula von der Leyen au Forum économique mondial de Davos le 21 janvier ? La présidente de la Commission européenne a continué à prôner une ouverture commerciale de l'UE, et tendu une main vers la négociation avec D. Trump, qui semble dédaigner toute notion d'alliés depuis son investiture.

- Malgré cette absence continue de réponse ferme aux menaces de D. Trump, à l'opposé de ce que recommandent certains économistes, la présidente de la Commission a annoncé un voyage prochain en Inde, pour renforcer le partenariat avec New Delhi.
  - Elle a aussi signalé à la Chine l'intention de l'UE de renégocier les termes de leurs échanges commerciaux et financiers, contre la ligne adoptée ces dernières années, en particulier sur l'accord d'investissement avec la Chine (cf. [EIH 21/1/21](#)).
- La présidente de la Commission a, par ailleurs, identifié trois piliers essentiels pour sa stratégie européenne lors de son discours :
  - *Une Union des marchés des capitaux profonds et liquides.*
    - Vieux serpent de mer remis à l'urgence par le rapport Draghi.
    - La présidente de la Commission souhaite garder l'épargne européenne en Europe, en incitant à un investissement des capitaux au sein de l'UE.
  - *Faciliter nettement l'activité des entreprises dans toute l'Europe.*
    - La Commission vise à abattre les barrières -notamment administratives- qui s'opposent encore à un véritable marché unique.
  - *L'énergie.*
    - Malgré une production record d'énergies renouvelables, l'Europe reste dépendante d'importations d'énergies fossiles étrangères.
    - Les prix sont élevés pour les ménages européens, ce qui nuit à leur pouvoir d'achat.

Il faudra attendre la fameuse "boussole de compétitivité" pour savoir exactement comment la Commission compte orienter l'UE dans le nouveau monde de Trump.

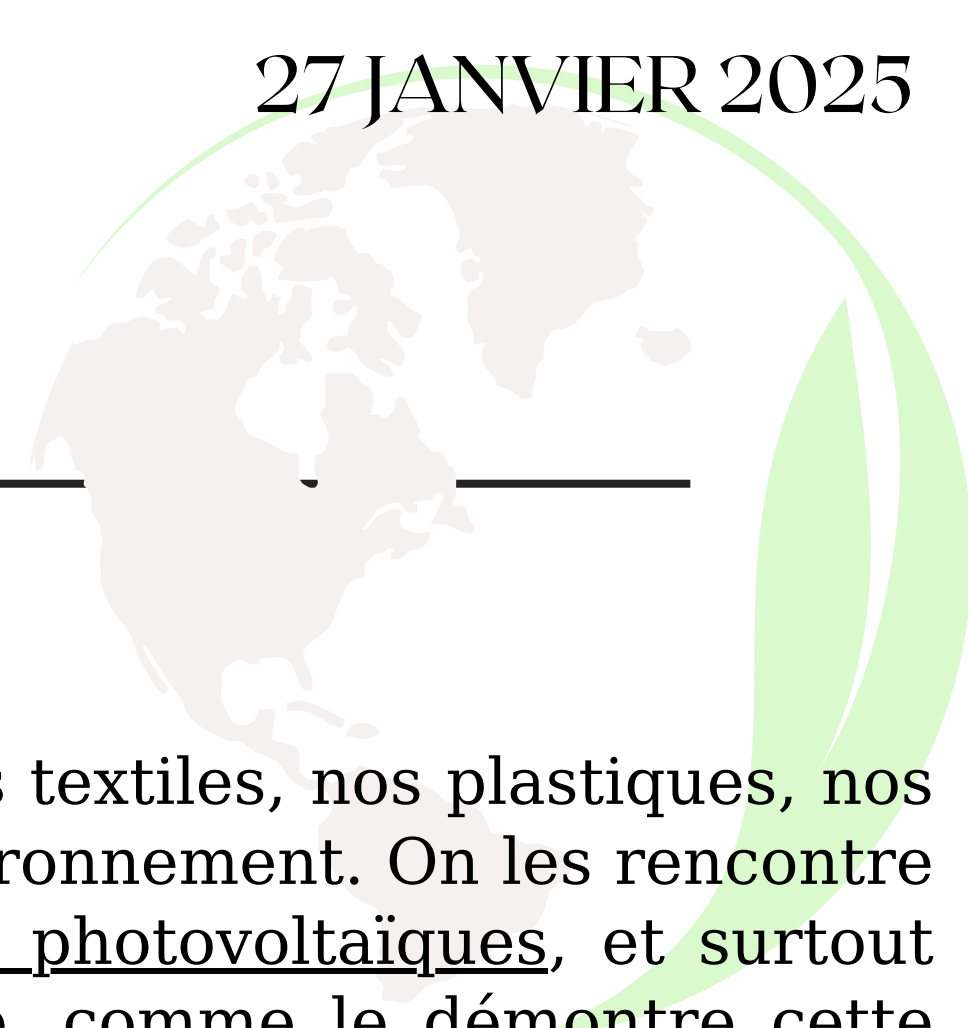
Après les menaces douanières et d'invasion du Groenland, le président américain n'est pas en reste sur la menace que son administration représente pour la protection des données des usagers européens de sites américains : après son investiture, Donald Trump a déclaré que les accords euro-américains signés par l'administration Biden sur le transfert des données entre l'UE et les Etats-Unis seraient réévalués.

- Pour ne rien arranger, l'oligarchie de la Tech californienne, gravitant autour de Donald Trump pour ce second mandat, inquiète sur la désinformation croissante qui fleurit sur les réseaux sociaux américains implantés en Europe.
  - Particulièrement X (ancien Twitter) et Meta (Instagram et Facebook en particulier).
  - Sur ce point, le Parlement européen et la Commission font front commun :
    - « Ces derniers jours, la Commission européenne a demandé à X de fournir des informations sur les systèmes de recommandation. Il faut une application stricte et rapide de la législation, ainsi que des décisions qui tiennent la route devant les tribunaux », a affirmé Henna Virkkunen, Commissaire en charge de la Souveraineté technologique, de la sécurité et de la démocratie.
- A l'occasion de son débat sur la nécessité de faire respecter la loi sur les services numériques (DSA), pour protéger la démocratie contre l'ingérence étrangère et la manipulation algorithmique, le Parlement européen a ironiquement posté mardi 21 janvier 2025, sur la plateforme visée, [un tweet de promotion du DSA](#).





## GREEN DEAL



POLLUTION,

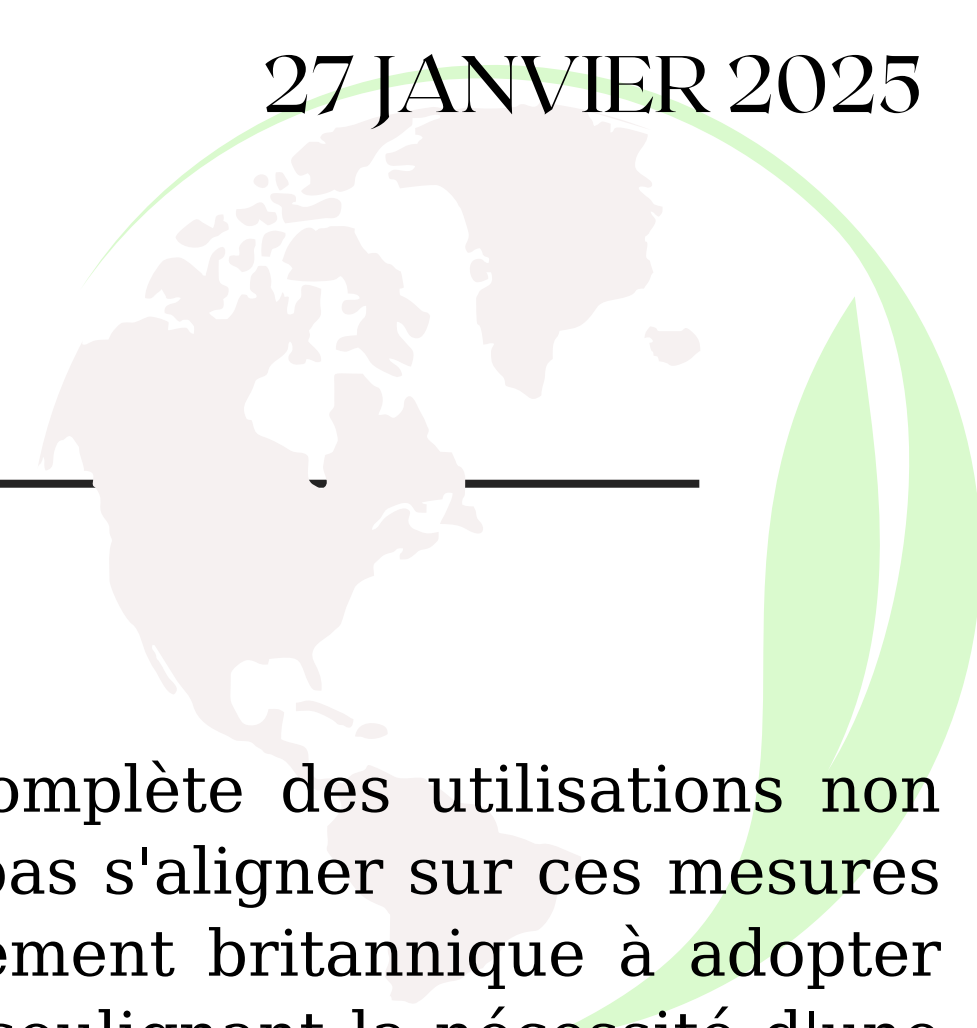
### ***P..FIASSES***

Ils sont là, ils sont partout. Dans nos produits du quotidien, nos textiles, nos plastiques, nos smartphones... Les PFAS s'accumulent dans l'eau, l'air et l'environnement. On les rencontre même au coeur des technologies vertes comme les panneaux photovoltaïques, et surtout dans les lieux où l'humain ne vit pas, comme en Antarctique, comme le démontre cette étude suédoise de 2022. On les retrouve enfin dans le corps humain, où ils causent perturbations endocriniennes et autres problèmes de dysfonctionnement des organes.

- Au début de l'année, Le Monde et 29 autres médias, ont publié les résultats d'une enquête sur l'ampleur de la pollution aux "alkyls perfluorés et polyfluorés (PFAS)".
  - On y trouve une carte d'Europe des lieux les plus contaminés, cartographiée par une équipe de chercheurs et juristes.
- Les PFAS, ces substances chimiques très résistantes sont des produits toxiques de nos industries.
  - Une famille de 10.000 "polluants éternels" qui contamine toute l'humanité.
    - Le nouveau spectre de la dégradation environnementale, et une question croissante de santé publique.
    -
  - Oubliez les marées noires et autres déchets nucléaires, il s'agit, d'après une tribune de scientifiques, de la pollution la plus grave causée par l'humanité à ce jour,.
    - Ces substances ne sont pas dégradables naturellement.
  - Les coûts de dépollution sont vertigineux et chiffrés autour d'une centaine de milliards sur 20 ans, au minimum,.
    - Sans compter d'ailleurs les PFAS « émergents » à chaîne courte, dont l'acide trifluoroacétique (TFA), un solvant puissant, utilisé dans les enduits, les adhésifs, les peintures et les revêtements .
    - On les retrouve dans l'eau potable, explique La Croix.
- La Commission européenne a été critiquée pour ses retards importants dans le contrôle des produits chimiques dangereux, et en particulier les PFAS.
  - Un rapport d'enquête préliminaire du Médiateur européen a souligné que la Commission prend en moyenne quatorze mois et demi pour préparer ses décisions, dépassant de loin les trois mois prévus par la loi.
    - Ces retards permettent la poursuite de l'utilisation de produits chimiques nocifs, posant des risques pour la santé humaine et l'environnement.
  - Cependant, en septembre 2024, la Commission a finalement restreint les usages de certains PFAS, dans le cadre du règlement REACH.



## GREEN DEAL



POLLUTION,

### **DEATH SQUAD**

Par ailleurs, alors que l'UE s'oriente vers une interdiction complète des utilisations non essentielles des PFAS, le Royaume-Uni a été critiqué pour ne pas s'aligner sur ces mesures rigoureuses. D'éminents scientifiques ont exhorté le gouvernement britannique à adopter une approche fondée sur les risques similaire à celle de l'UE, soulignant la nécessité d'une action urgente pour prévenir la contamination de l'environnement et protéger la santé publique.

- En Flandre belge, et en particulier autour du port d'Anvers où se concentrent les activités de l'industrie chimique, le tableau de l'urgence est particulièrement inquiétant, "dystopique", comme le souligne aussi l'enquête.
- Toutefois, l'omniprésence de ces poisons éternels rend les enjeux économiques colossaux.
  - La même enquête du *Monde* et de ses partenaires a aussi souligné l'intense lobbying exercé par l'industrie chimique pour freiner ou atténuer la réglementation de ces substances.
  - Dans ce Forever Lobbying Project, les enquêteurs mettent aussi à nu l'importance de l'activité d'influence au niveau européen et national des principaux acteurs du secteur.
    - Un lobbying décrypté aussi par l'ONG bruxelloise Corporate Europe Observatory: rhétoriques politiques mais surtout argumentaires juridiques pour pointer les « failles » dans le dossier de restriction étudié par l'UE sur la définition du périmètre et le traitement des différentes substances.

La confrontation entre les logiques économiques et celles de la santé publique ne fait que commencer.